

Pseudonym:
Witness Code: MELVLIN

*ICTR-98-41-I
ExL. P.16(a)
Interviewed on: 11/09/02.
64*

MELVLIN-4

P.16(a)

**Melvorn
Linda**

"Surete interieure et exteriure du Pays" authored by Col.
Anatole Nsengiyumva

DOCUMENT INFORMATION	
Doc Type:	Letter
Doc Sources:	Melvorn
Doc Location:	ICTR
Doc Original No:	
Doc Date:	07-Oct-90
Format:	Typewritten
Original language:	French
Translation:	English
ERN Translation:	L001 6726-32
For Witness Statement:	
SignatureDate:	
Interviewer 1:	
Interviewer 2:	
DOCUMENT CODING:	
Document code:	MELVLIN-4
ICTR Number:	
ERN Number:	L001-0359-L001-0364
Disclosure Code:	MELVLIN-4
Disclosable:	Yes

Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure---Past Disclosure			
IN	Code Used	Date	Support
Bagosora	MELVLIN-4	09-May-02	No
Kabiligi	MELVLIN-4	09-May-02	No
Nsengiyumva	MELVLIN-4	09-May-02	No
Ntabakuze	MELVLIN-4	09-May-02	No

REPUBLICQUE RWANDAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
ARMEE RWANDAISE
ETAT-MAJOR
G2

social

KIGALI, le 07 Octobre 1990

0010359

N° 084 /G2.2.2.1.4

Au Chef EM AR

O B J E T : Sécurité intérieure et
extérieure du Pays.

1. J'ai l'honneur de vous donner ci-après mes réflexions sur la situation que vit actuellement notre pays. Par mes avis et considérations personnels, je donnerai quelques unes des attitudes qu'il faudrait, à mon avis, adopter, pour essayer de faire face à cette situation.
2. La situation qui prévaut dans notre pays est TRES préoccupante. Elle est principalement caractérisée par l'invasion perpétrée contre notre pays par des éléments communément appelés INKOTANYI, composés pour une grande part par des réfugiés TUTSI, mais d'autre part par certains HUTU avides d'argent ou d'aventure, qui, pour une raison ou une autre, veulent à tout prix, faire tomber la régime en place, afin de satisfaire à leurs propres desseins.
3. Dans ma dernière analyse reprise dans ML N° 083/G2.2.0 du 22 Sep 1990, j'énumérais les conditions nécessaires pour que les INYENZI puissent attaquer notre pays. Je concluais en affirmant que notre pays n'est pas prêt à être attaqué. Je me suis donc trompé dans l'appréciation, puisque à peine une semaine seulement après, les INKOTANYI attaquaient. Faut-il penser que mon erreur a été fondamentale ? J'y reviendrai dans mes avis et considérations.
4. Maintenant donc, notre pays a été envahi et les agresseurs ont pris une certaine partie de notre pays a été occupée. Il importe de faire face à la crise, en éliminant l'insécurité qui pèse sur notre capitale et sur le pays en général. Dans une deuxième phase, il importe de recouvrer la partie de notre territoire nous spoliée par les agresseurs.
5. Comment pouvons-nous atteindre ce double objectif ? Ici je ne ferai que reprendre les conclusions de ML susmentionnée, à savoir qu'il faut :
 - a. Cultiver en permanence la cohésion nationale. donc être plus
 - b. Rester en très bons termes avec l'UGANDA. Les INYENZI ne pourraient PAS s'aventurer sans l'appui d'un pays hôte, car leurs actions seraient suicidaires et limitées. toujours préconisées et Mais il n'en a pas été ainsi

10010360

- 15-2-03
- c. Continuer l'action visant à trouver une solution durable au problème des réfugiés. Cette action devrait être appuyée par tous les responsables. Il est dommage que certains disent publiquement qu'ils s'y opposent, quand ils ne donnent pas de solution de rechange.
 - d. Prendre les mesures de sécurité pour s'opposer aux actions de sabotage et de surprise.
 - e. Préparer les FAR à faire face éventuellement à des attaques, puisque la menace se précise de plus en plus et qu'il n'est PAS certain que la solution définitive sera trouvée avant l'explosion de la colère des réfugiés, ou que cette solution, si elle est trouvée, pourra satisfaire à tout le monde.

Je disais alors que c'était là, par ordre de priorité, les points sur lesquels il faudrait attirer le plus d'attention. Je me suis peut-être trompé quand à mon ordre des priorités. Mais je continue à penser que ces conditions restent nécessaires pour faire face à la menace qui prévaut.

A d'autres occasions, j'avais stipulé qu'il fallait signer des accords de Coopération Militaire, ainsi que des pactes de défense. Je donnais alors des détails sur la façon dont il fallait parvenir à ces arrangements. Je maintiens cet argument qui ne fait que donner raison.

6. Examinons alors toutes ces conditions pour voir si nous sommes en mesure de conjurer le mal qui s'est installé dans notre pays.
 - a. Concernant la préparation de nos militaires^{du} montre ses insuffisances. En effet, nos hommes ne savent plus respecter la discipline de tir, beaucoup paniquent quand ils entendent le premier coup de feu tiré par l'ennemi, d'autres s'affolent et tirent à gauche et à droite, d'autres encore, fait encore plus grave, désertent tout simplement leurs UNITES, retournent casaques et s'en vont. Voici quelques uns des phénomènes qui montrent que nos hommes ne sont pas du tout préparés à la tâche qui est la leur.
 - b. Les causes de ce manque de préparation sont multiples. D'abord il y a eu la conjoncture économique. A cause de la maigreur du budget, notre pays N'a PAS pu dégager assez de fonds pour assurer une formation valable de nos hommes. Souvent les cartouches d'exercice ont manqué, les cartouches réelles ont fait défaut. Les grenades n'existent presque plus à l'AR, les explosifs en général manquent, le matériel génie, etc... Alors nos hommes n'ont pas eu le temps de s'exercer.

S'ajoute alors le manque de motivation de certains cadres, Offrs et S/Offrs, ainsi que des Cpx et Sdts. Beaucoup sont en effet, ceux qui entrent maintenant dans la vie militaire, tout simplement pour gagner de l'argent, ou bien pour mener une vie facile où tout est payé par l'Etat. Le résultat ne peut pas donc être plus satisfaisant, les ~~de~~ déboires enregistrés ne pouvant dès lors pas étonner qui que ce soit.
7. Les mesures de sécurité, nous les avons toujours préconisées et appliquées au niveau des forces armées. Mais il n'en a pas été ainsi au niveau national.

Toutes ces armes qui sont entrées dans le pays, tous ces documents qui ont été falsifiés, toutes ces facilités accordées aux personnes d'un civisme douteux, autant de points qui n'ont cessé d'être dénoncés, même au niveau de mes services, mais dont la persistance laissait penser à certaines complicités ou à un laisser-aller tout court.

Dans ce domaine, les mesures préconisées ont été peut être jugées lourdes et n'ont pas été très bien mises en application. Comment dès lors s'étonner que des infiltrations aient pu être facilitées, des introductions clandestines d'armes ignorées, etc... Le résultat en est maintenant celui que nous sommes entrain de vivre.

8. L'action visant à trouver une solution durable au problème des réfugiés a fait son bon bout de chemin. Il n'avait pas encore abouti.

Mais combien de responsables ont appuyé la décision d'instaurer la commission mixte rwando-ugandaise sur le problème des réfugiés? Beaucoup sont ceux qui l'ont critiquée plutôt critiquée. Je vous l'ai régulièrement rapporté. Il y a lieu de se demander si ce n'était pas la même chose du côté du gouvernement ugandais. Les réfugiés, eux, ont rejeté massivement la décision. Même si, officiellement, les négociations vont continuer, il est difficile de se prononcer quant à leur heureux aboutissement.

9. Nos relations avec l'UGANDA n'ont jamais été excellentes. Mais elles pouvaient être caractérisées de TRES BONNES. Est ce que ces relations peuvent encore être considérées de la même manière. Il me serait difficile de l'affirmer, lorsque l'UGANDA a accepté de nous lâcher une horde de 10.000 H. Comment est ce qu'un pays peut affirmer NE PAS contrôler la situation, jusqu'à ignorer la sortie de son territoire, de ± 10.000 H en armes et en uniformes ?

L'on pourra très difficilement me convaincre de la possibilité. Pour moi, les INKOTANYI sont bien venus avec la bénédiction du gouvernement Ugandais.

10. La cohésion nationale a toujours été prônée, les autorités à divers échelons. Mais l'insistance ainsi déployée par les autorités n'est elle pas synonyme de la fragilité de cette même cohésion. Il n'est un secret pour personne, depuis ces derniers temps, les relations se sont dégradées entre les BAKIGA et les BANYANDUGA, entre les BANYAGISENYI et les BANYARUHENGARI, entre les HUTU et les TUTSI, voire même entre les RICHES et les PAUVRES. Donc la cohésion, chantée dans les slogans, reste plutôt fragile, et sa fragilité risque d'entraîner des conséquences facheuses, surtout avec la période que nous vivons.

11. Tous ces paramètres que je viens de développer, montrent à suffisance que l'état de la sécurité de notre pays reste très fragile. Et subir une agression extérieure, par un pays dans une situation de crise, alors là vraiment, les espoirs peuvent s'amenuiser. Et je crains qu'il c'est ce que nous risquons de vivre. Ceci m'amène à penser aussi, que le problème actuel tel que nous le vivons, n'est pas dû au seul hasar de l'agression par les INKOTANYI. On ne sait plus comment ne pas quand cela va prendre fin.

10010362

Je pense plutôt qu'il y a plusieurs facteurs imbriqués. Le rôle catalyseur est certes prépondérant, puisque ce sont ces fameux INKOTANYI qui ont envahi notre pays. Mais faut-il encore démontrer que beaucoup d'autres gens veulent récupérer la situation actuelle pour l'utiliser à leur propre profit ? Je vous rappelle par exemple les mots de cet Officier qui disait : "Nous sommes nombreux à souhaiter les changements". Problèmes ethniques, régionalisme, ~~clientélisme~~, clientélisme, problème des réfugiés, crise économique, etc voilà certains des facteurs qui continuent à détériorer la situation qui prévaut dans notre pays.

12. Pour mettre fin à tout cela et ramener le calme dans le pays, les facteurs repris dans ML reprise plus haut restent valables, mais avec quelques différences, conséquence des nouvelles données qui caractérisent la situation actuelle.

- a. D'abord il faut "gagner la guerre". Les envahisseurs ont conquis une partie de notre territoire. On NE peut rien justifier si on NE montre PAS à la population qu'on a récupéré cette terre. Sur ce point, la coopération militaire avec des pays amis pourrait nous aider à nous en tirer. Les secours sont arrivés juste à temps, à mon avis, plus tard c'était trop tard.
- b. Le concours de la population dans ce domaine est très important. Sans lui, toute initiative serait vouée à l'échec. Il faut donc gagner la sympathie de la population. Ça NE demande que des petites choses, mais il faut y penser. Dans la situation actuelle, nous risquons de nous aliéner cette sympathie de la population. Je voudrais ici souligner un facteur défavorable qui pourra nous aliéner cette sympathie. Vous savez que dans le cadre de lutter contre l'épandage des INKOTANYI, l'ESC Avi a un moment donné tiré sur une marée de gens qui déferlait vers le Sud du côté de KIRAMURUZI. Il y a eu plusieurs morts. Croyez-vous que les INKOTANYI qui veulent se faufiler le feraient en se déplaçant en masse, pendant la journée, et dans un terrain découvert ? PAS du tout. Croyez-vous que la population accepterait volontiers de servir de couverture à des ennemis du pays en les accompagnant en masse et déferler sur les collines ? Moi je n'y crois pas. Ça m'inquiète plutôt. D'ici peu, certains pourraient récupérer cette allégation pour s'attaquer au gouvernement qui aurait tiré sur une population innocente. Ceci est une chose très délicate qu'il faudrait absolument NE plus évoquer, mais qu'il faudrait par contre oublier; et NE plus l'évoquer. Dans le même ordre d'idées, certaines décisions ne devraient être prises hâtivement. Bien sûr à situation exceptionnelle, solution exceptionnelle; mais quelque fois il faut savoir discerner. Il serait vraiment malséant par exemple, de regretter qu'on ait un jour coffré quelqu'un injustement, à cause des précipitations. Ce sont là des exemples de certains faits ou gestes qu'il faut éviter pour ne pas s'aliéner la sympathie de la population, surtout en ces moments difficiles.

13. Que dire des mesures édictées, consécutives à la situation actuelle ? La population a très bien accueilli ces mesures. Mais elle commence à s'en lasser. Les citoyens par exemple ne savent plus comment se ravitailler. Ils se demandent alors quand cela va prendre fin.

Secret

1990-5 -

10010363

D'autres disent qu'il est vraiment impossible d'aller au service quand les taxis sont interdits de roulage. Ils espèrent que cette mesure sera vite levée. Beaucoup (les HUTU) souhaiteraient que tous les TUTSI soient fouillés. D'autres encore souhaiteraient que tous les bureaux, aussi bien dans le public que dans le privé soient passés au peigne fin avant de permettre aux agents de reprendre du travail. En effet, certains affirment que des armes à feu transitent dans des bureaux.

14. Avis et considérations personnels

a. La situation qui prévaut dans notre pays est plutôt préoccupante. Elle est dominée surtout par l'invasion de notre pays par les INKOTANYI. Cette invasion nous préoccuperait moins, si des sources semi-officielles NE tendaient pas à confirmer le soutien de l'UGANDA en faveur des rebelles INKOTANYI.

b. L'attitude de l'UGANDA est vraiment bizarre pour le cas qui nous occupe. Mr JOWERI MUSEVENI, Président de l'UGANDA, et Président en exercice de l'OUA, ne devrait pas cautionner une telle chose. Le Rwanda n'a jamais voulu embêter l'UGANDA. Je ne vois pas pourquoi l'UGANDA veur embêter notre pays. Si le Président MUSEVENI soutient réellement les INKOTANYI, il aura finalement manqué à sa parole. Mais ce scénario, je l'avais aussi prévu dans mes analyses passées. Ça NE m'étonnerait donc PAS. C'est pourquoi, même si ce N'est PAS confirmé il importe quand même de préparer une parade à ces actes, "de trahison". Nous ne pouvons pas faire face à la NRA, rompue au combat et de loin supérieure en nombre et en matériel. Il importe donc de prévoir d'autres procédures :

- Il faut d'abord traiter avec le Président MUSEVENI, dans le cadre bilatéral, ou bien dans un autre cadre approprié.

- Si cela échoue, il importe de mener une action diplomatique impliquant un ou plusieurs autres pays. C'est dans ces cas seulement, que le Président TANZANIE, pourrait changer d'avis. Et c'est à ce prix que l'invasion de notre pays par les INKOTANYI, pourra être annihilée.

c. Si l'UGANDA ne devait PAS appuyer les rebelles, alors nous ne nous ferions pas tant de soucis, du moment que nos amis sont intervenus pour arrêter le déferlement des INKOTANYI.

d. Dans tous les cas, pour aboutir à un bon résultat, il faudrait que tous les services, toute la population répondent "présent" comme d'une seule voix. Or, j'ai l'impression que ce n'est pas le cas. Certaines autorités ne parlent pas le même langage, certains agents restent indifférents et n'assument pas leur responsabilité. C'est ainsi que nos hommes (Mil) réclament leur ration qu'ils ne reçoivent pas alors que c'est leur dû, et leur moral en souffre.

e. Les militaires, à leur tour, semblent ne pas être très motivés. Des éléments démoralisateurs semblent être assidus dans leur travail de sape.

f. Les effets de l'invasion (couvre-feu, défense de circuler pour les taxis, etc...), commencent à énerver d'une certaine manière la population, surtout citadine. Les mesures ad-hoc édictées sont bien sûr fondées, mais les contraintes qu'elles imposent sont très difficiles à suivre.

Secret! /...

~~Secret~~

le 07 Octobre 1990

LOO10364

Il y a lieu d'alléger les dispositions, notamment en autorisant l'ouverture des marchés, avec l'obligation pour pour chacun de fréquenter le marché du coin. Ensuite les gens reprendraient le travail normalement, tandis que les taxis urbains seraient autorisés dans le but de faciliter aux agents de se rendre au service. En effet, il serait absurde de demander à quelqu'un d'être au bureau à 0700B, lorsque l'on est conscience que ce que l'on demande est impossible sans

- g. Les exercices pour nos hommes, l'entraînement est une chose primordiale.
- h. La cohésion entre tous les Rwandais est une condition sine qua non de réussite. Sans cela, les conflits ethniques et régionalistes reviendraient de plus belle, et il serait difficile de les contenir. Les semeurs en eau trouble ne manqueraient pas de s'approprier les événements pour en tirer profit. Il importe donc de se refuser à ces relens régionalistes qui ne feraient que continuer à polluer l'atmosphère.
- i. Il importe aussi de multiplier nos relations avec les pays voisins, ainsi qu'avec des pays amis susceptibles de nous venir en aide pendant les moments difficiles. Maintenant par exemple.

15. CONCLUSION

- a. La situation générale pour notre pays N'est PAS du tout bonne. Mais il y a lieu de la juguler, en respectant les points suivants :
 - (1) Former et entraîner nos hommes, pour les astreindre à affronter sans complexe la dure vie d'un combattant.
 - (2) Prendre les mesures de sécurité qui s'imposent, maintenant que l'on connaît très bien leur nécessité.
 - (3) Travailler dans le calme et éviter les débordements ethniques et régionales. Malheureusement je crois que c'est vers ce même cheminement que nous nous dirigeons. La désunion n'a jamais servi.
- b. Il faut entraîner nos hommes pour en faire de valeureux combattants.
- c. Les relations avec les nations amies doivent être redynamisées, chaque jour davantage.
- d. Notre pays défend une cause noble. C'est pourquoi j'ai confiance quant à l'issue des événements qui le secouent. Mais faut-il encore que chacun y apporte son concours.

l'objectif ? Ici je ne ferai qu'
NSENKIYUMVA Anatole qu'il faut
Lt Col. BEMS
G2 EM AR

Copie : Chef EM AR Adjt

~~Secret~~